

Reconstruction de l'EHPAD "Chabre", du FAM "4 saisons" et d'un service de geronto psychiatrie en extension de l'EHPAD-ULD "BUECH" du Centre Hospitalier Buëch Durance à LARAGNE (05300)



SOUSCRIPTION DE CONTRATS D'ASSURANCES CONSTRUCTION

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE

| | |
|---|----------|
| ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES | 3 |
| 1.1. Durée du marché | 3 |
| 1.2. Décomposition du marché en lots et en tranches | 3 |
| 1.3. Dispositions générales | 3 |
| ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ | 3 |
| 2.1. - Pièces particulières, par ordre de prévalence : | 3 |
| 2.2. Pièces générales : | 4 |
| ARTICLE 3. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIMES - REGLEMENT DES COMPTES | 4 |
| 3.1. - Répartition des paiements | 4 |
| 3.2. - Modalités de détermination des primes | 4 |
| 3.3. Modalités de règlement des comptes – Intérêts moratoires | 5 |
| 3.4. Variation dans les prix | 5 |
| ARTICLE 4. CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT | 5 |
| 4.1. Caution | 5 |
| 4.2. Nantissement | 5 |
| ARTICLE 5. PENALITES | 5 |
| ARTICLE 6. CONTESTATIONS | 6 |
| 6.1. Mise en demeure | 6 |
| 6.2. Arbitrage | 6 |
| 6.3. Tribunal compétent | 6 |
| ARTICLE 7. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX | 6 |

Article 1. Objet du Marché – Dispositions Générales

La présente consultation concerne une souscription de contrats d'assurances construction dans le cadre de travaux pour la reconstruction de l'EHPAD « Chabre », du FAM « 4 saisons » et d'un service de Géroto Psychiatrie en extension de l'EHPAD-USLD « Buech » du Centre Hospitalier Buech Durance à Laragne.

La durée prévisionnelle de chantier est de 20 mois y compris période de congés et de préparation, OPR et réception.

Les travaux se feront en 2 phases suivant le calendrier joint dans le dossier technique.

Lieu d'exécution des travaux : Rue Dr Provansal, 05300 LARAGNE MONTEGLIN

1.1. Durée du marché

La couverture de l'assurance du lot n° 1 sera effective à compter de la date de réception des travaux par le maître d'ouvrage et s'achèvera 10 ans après ladite date de réception des travaux en application de l'article 1792-4-1 du Code Civil.

La couverture de l'assurance du lot n° 2 est conclue pour la durée du chantier jusqu'à réception de l'ouvrage à compter de la notification du lot concerné.

1.2. Décomposition du marché en lots et en tranches

a) Allotissement

Le marché est composé de deux lots :

| N° LOT | DÉSIGNATION |
|--------|---------------------------------------|
| 1 | Assurance Dommages Ouvrage (DO) |
| 2 | Assurance Tous Risques Chantier (TRC) |

L'Acheteur se réserve le droit de ne retenir qu'une partie des lots et/ou des garanties et/ou des options objets de la présente consultation et/ou de ne pas donner suite à quel que lot que ce soit.

Toute proposition incomplète ne pourra être prise en compte.

Chaque lot sera traité séparément.

L'attribution sera faite par lot et le cas échéant plusieurs lots pourront être attribués à un même candidat.

b) Tranches

Sans Objet

1.3. Dispositions générales

c) Obligation d'information

Le titulaire est tenu d'informer le Pouvoir adjudicateur de tout événement qui pourrait modifier de façon notoire les clauses du marché ou la bonne exécution de la mission : modification importante du fonctionnement de l'entreprise (statuts, raison sociale, etc.).

d) Conclusion du marché

L'acte d'engagement vaut note de couverture et reste valable jusqu'à la signature définitive du contrat.

L'assureur dispose d'un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la lettre de notification (le récépissé d'accusé de réception faisant foi) pour remettre le contrat définitif, en **4 exemplaires**, conforme au cahier des charges et à son acte d'engagement.

L'assureur se chargera de constituer l'intégralité du contrat, questionnaire et tout document annexe propre à son fonctionnement administratif sur la base des éléments et informations communiqués par le pouvoir adjudicateur.

A réception du contrat, l'acheteur public se réserve un délai de 60 jours pour vérifier la conformité du contrat avec l'offre remise initialement et le régulariser.

Article 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1. - Pièces particulières, par ordre de prévalence :

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après :

- L'Acte d'Engagement du lot concerné accompagné des fiches de tarifications, les Réserves au C.C.T.P. doivent être clairement indiquées sur l'Acte d'Engagement ou annexées au document ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières du lot concerné ;
- Le mémoire de gestion pour les précisions qu'il apporte non contraires aux documents qui précèdent ;
- Les Conditions Générales et/ou Conventions Spéciales du candidat qui doivent compléter les documents ci-dessus et ne pas leur être contraires.

2.2. Pièces générales :

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G – F.C.S. | NOR : ECOM2106868A) en vigueur le mois d'établissement des prix (mois M0),
- Le Code de la Commande publique (CCP).

Article 3. Modalités de Détermination des Primes - Règlement des Comptes

3.1. - Répartition des paiements

L'acte d'engagement de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entreprise, à ses sous-traitants et à ses cotraitants.

3.2. - Modalités de détermination des primes

Les primes sont réputées comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

a) Etablissement de la note de couverture :

L'Assureur retenu devra produire à réception de la notification de son marché :

Une note de couverture confirmant son engagement sur la base du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

A défaut l'acte d'engagement vaut note de couverture et reste valable jusqu'à la signature du contrat.

Dans les deux mois suivant son entrée en vigueur, le contrat définitif en quatre exemplaires. A défaut de production du contrat dans le délai des trois mois, la note de couverture conservera ses effets.

b) Emission des cotisations :

Les Assureurs devront préciser les modalités de calcul des cotisations. En cas d'émission d'une quittance provisionnelle, ils devront préciser la base sur laquelle est établie cette quittance.

c) Lot 1 | Assurance « DOMMAGES OUVRAGE »

• La prime

La prime est fixée par application d'un taux H.T. sur l'assiette de prime, auxquels s'ajoutent les frais et taxes en vigueur.

• L'assiette de prime

L'assiette de prime est constituée par le montant T.T.C. des travaux, augmentée du montant des honoraires de la Maîtrise d'Œuvre, G1, G2, et contrôleurs techniques, à l'exception des honoraires du coordonnateur SPS, comme indiqué dans le CCTP.

• Règlement des primes

Le Pouvoir adjudicateur procédera au règlement des primes présentées par virement administratif avec un mandatement à 50 jours à compter de la date de réception des relevés de quittances effectivement exigibles.

• Échéancier

La prime provisionnelle sera appelée en totalité 2 mois à compter de la date de notification du marché. La prime de régularisation sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des travaux en cas de dépassement du seuil de maintien de garantie indiqué en Acte d'Engagement.

Pour permettre le calcul définitif de la prime de régularisation, le Pouvoir adjudicateur fournira à l'Assureur les pièces justificatives suivantes :

- la déclaration de fin de travaux avec le montant définitif des travaux,
- le rapport final du contrôleur technique,
- les procès-verbaux de réception et éventuellement les certificats de levées des réserves.

d) Lot 2 | Assurance « TOUS RISQUES CHANTIER »

• La prime provisionnelle

La prime provisionnelle sera calculée par application du taux sur le montant total estimé du coût de l'ouvrage neuf toutes taxes comprises (y compris honoraires et travaux supplémentaires). Elle sera présentée au mandataire de la personne publique avec le contrat régulier dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de prise d'effet des garanties.

• **La prime définitive**

La prime définitive sera calculée à la fin des travaux par application du taux fixé à l'acte d'engagement au coût total de la construction en cas de dépassement du seuil de maintien de garantie indiqué en Acte d'Engagement. Le Pouvoir adjudicateur communiquera à l'Assureur dans un délai de 3 mois après l'arrêt définitif des comptes et, au plus tard, 3 mois après la réception

Si le montant de cotisation ainsi obtenue excède la cotisation provisionnelle, Le Pouvoir adjudicateur réglera une prime de régularisation égale à la différence entre la cotisation réellement due et la cotisation provisionnelle déjà versée. La prime définitive sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des travaux. Le Pouvoir adjudicateur procédera au règlement des primes par virement bancaire à l'ordre de l'Assureur 30 jours à compter de la réception des relevés de quittances.

3.3. Modalités de règlement des comptes – Intérêts moratoires

Le mode de règlement est le virement administratif.

Le titulaire du marché émettra la quittance de prime à compter de la date de signature du marché, en deux exemplaires où devra figurer le numéro de compte bancaire à créditer, indiqué dans l'acte d'engagement.

Adresse de facturation :

Monsieur le Directeur
Centre Hospitalier Buëch-Durance
Rue du Docteur Provansal
05300 LARAGNE-MONTEGLIN

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- N° SIRET CHBD : 200 030 153 00015
- Code service : CHBD_SERVICE_TECHNIQUE

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R2191-20 à R2191-31 du Code de la Commande publique (CCP).

Le délai global de paiement est fixé à 50 jours à compter de la date de réception de la quittance de prime par les services du Pouvoir adjudicateur.

En cas d'erreur sur la quittance de prime ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée à l'Assureur ou à son intermédiaire. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la quittance de prime correctement établie et des pièces manquantes.

Dans le cas de marchés conclus avec des entrepreneurs groupés avec mandataire, les prestations exécutées peuvent faire l'objet, au choix du groupement, d'un paiement à un compte unique ouvert, soit au nom du mandataire, soit au nom du groupement.

Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Ce taux est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

3.4. Variation dans les prix

Les prix sont fermes (non révisables)

Article 4. Clauses de Sûreté et de Financement

4.1. Caution

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement pour l'exécution du présent marché.

4.2. Nantissement

L'entrepreneur pourra bénéficier pour le présent marché, de l'affectation en nantissement dans les conditions définies par aux articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande publique (CCP).

En dérogation de l'article 4.2 du CCAG-FCS, l'exemplaire unique, fourni en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance, sera délivré sur demande écrite de l'entrepreneur.

Article 5. Pénalités

Elles seront conformes aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

En cas, de défaillance au regard des modalités de gestion prévues dans le mémoire méthodologique du titulaire, ce dernier se verra imputer une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 € par défaillance.

Article 6. Contestations

6.1. Mise en demeure

Lorsque l'une des parties ne se conforme pas aux conditions du marché, l'autre partie la met en demeure d'y satisfaire dans un délai de 15 jours.

6.2. Arbitrage

Pour le règlement des contestations qui peuvent s'élever à l'occasion de l'exécution ou du règlement du marché, les parties s'efforcent de trouver une entente amiable.

A défaut, les parties doivent se consulter pour soumettre leur différent à un arbitrage ou pour refuser l'arbitrage.

6.3. Tribunal compétent

En cas de litige, l'instance compétente est la suivante :

Tribunal administratif de Marseille
31, rue Jean-François Leca
13 235 MARSEILLE Cedex 02
Téléphone : 04 91 13 48 13
Télécopie : 04 91 81 13 87
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Article 7. Dérogations aux Documents Généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après : C.C.A.G.- FCS (NOR : ECOM2106868A)

Dérogation à l'article 4.2 du CCAG FCS apportée par l'article 4.2 du présent CCAP

Lu et accepté,

Le __ / __ / 2025

Le Titulaire

A Gap, le 24/04/2025
Pour le Directeur et par
délégation,
La Directrice Adjointe, *vr*

Chlo
é
SCH
MITT



[Signature]